

POINT CONJONCTUREL AU 1^{er} TRIMESTRE 2009

Amélie FIEVET

Rédaction achevée le 23 juin 2009

CONTEXTE NATIONAL

Au premier trimestre 2009, la croissance de l'économie française s'est repliée de 1,2 %, un recul marqué mais moins prononcé que chez nos principaux partenaires. La production industrielle a encore diminué : les baisses sont importantes dans l'automobile et les biens intermédiaires. L'activité s'est également contractée dans les services marchands et la construction. Le climat des affaires bien que toujours dégradé, a commencé à s'améliorer en avril. Cette amélioration est imputable aux plans de relance mis en œuvre dans les pays avancés et les principaux pays émergents. L'activité économique devrait encore se replier mais à un rythme progressivement plus modéré : le produit intérieur brut devrait reculer de 0,6 % et 0,2 % au cours des deux prochains trimestres pour se stabiliser fin 2009.

Avec le retournement de la conjoncture, le taux de chômage est reparti à la hausse depuis mi-2008 : il s'établit à 8,7 % en moyenne au premier trimestre 2009 contre 7,2 % un an auparavant. Du fait des fortes pertes d'emploi attendues, le taux de chômage poursuivrait sa hausse rapide. La forte contraction de l'activité entre fin 2008 et fin 2009 se traduirait par de nouvelles et fortes baisses d'effectifs. L'emploi se replierait de plus de 590 000 postes en 2009.

SYNTHÈSE RÉGIONALE

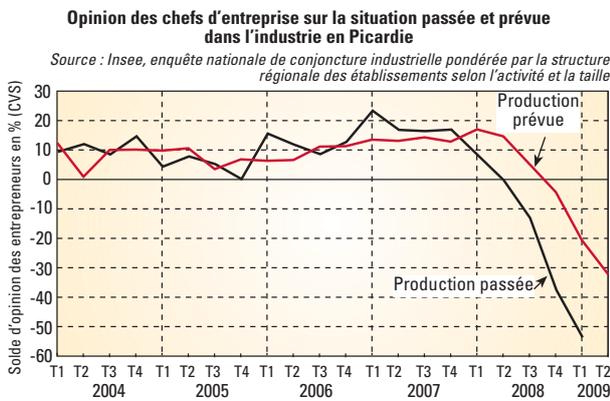
La région reste très touchée par la dégradation de la conjoncture, comme au niveau national. Le repli de l'activité s'est accentué dans tous les secteurs : industrie, bâtiment, services. Les chefs d'entreprise, s'attendent à une nouvelle baisse d'activité au deuxième trimestre 2009.

Le taux de chômage est en forte hausse et le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a augmenté au premier trimestre en Picardie. L'emploi salarié des secteurs marchands est en recul au quatrième trimestre 2008.

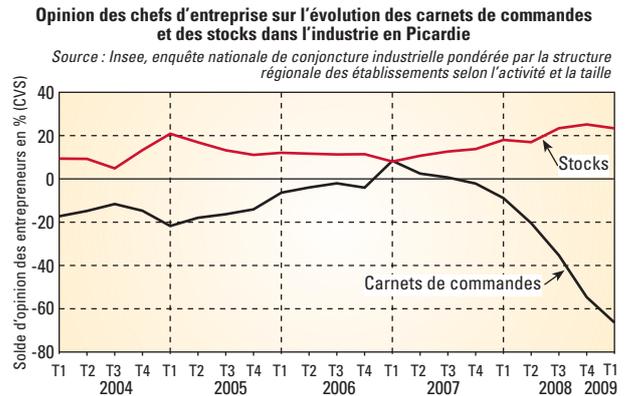
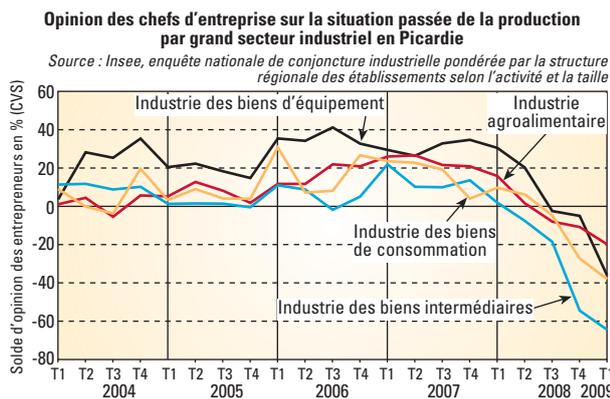
Le nombre de créations d'entreprises est en forte hausse au début de l'année 2009, essentiellement en raison de la mise en place du statut d'auto-entrepreneur en janvier 2009. En France, les créations d'entreprises augmentent également mais à un rythme un peu plus faible. La progression des créations concerne tous les secteurs.

En Picardie, selon les enquêtes de conjoncture d'avril 2009, le recul de la production industrielle s'est de nouveau accentué au premier trimestre 2009. L'activité et la demande se sont encore sensiblement contractées ce trimestre. Les carnets de commandes continuent de s'effriter. Les stocks diminuent légèrement mais restent à un niveau élevé. Au vu des anticipations des industriels, la chute de l'activité devrait s'accroître au deuxième trimestre 2009.

En France, les stocks de produits finis demeurent bien supérieurs à leur niveau moyen de longue période. Au prochain trimestre, l'activité reculerait de nouveau, mais à un rythme plus modéré.



Au début de l'année 2009, l'activité industrielle s'inscrit en recul dans tous les secteurs de l'industrie sous l'effet du tassement de la demande. Ce repli d'activité est plus nettement marqué dans l'industrie des biens d'équipement que dans les autres secteurs de l'industrie (industrie agroalimentaire, des biens intermédiaires et des biens de consommation). Au deuxième trimestre 2009, selon les chefs d'entreprise, les perspectives de production seraient toujours très basses et la demande continuerait de se replier dans toutes les branches.

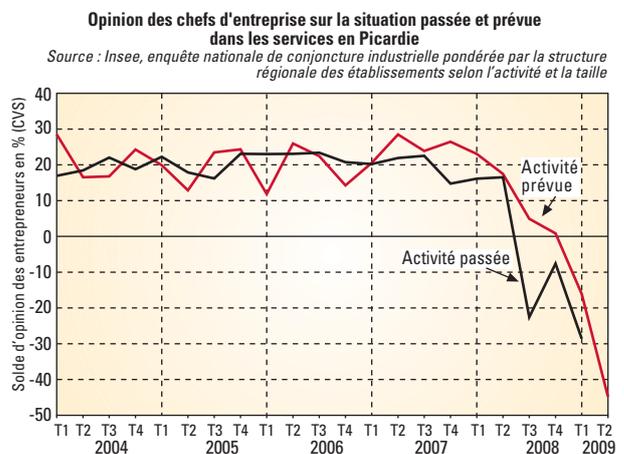


Selon les enquêtes de conjoncture dans les services d'avril 2009, l'activité est toujours jugée très inférieure à celle d'il y a un an. Le rythme d'activité reste en dessous de la moyenne de long terme et continue de se réduire au premier trimestre 2009 par rapport à la fin de l'année 2008. Les difficultés s'intensifient pour les services aux entreprises et aux particuliers et, dans une moindre mesure, dans les activités immobilières.

Les perspectives des professionnels concernant leur activité n'indiquent aucune amélioration au cours des trois prochains mois. Les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle chute de leur activité à la fois dans les services aux entreprises et les services aux particuliers.

Les résultats d'exploitation sont jugés en baisse ce trimestre et au vu des anticipations, la dégradation devrait s'amplifier au cours du deuxième trimestre.

En France, l'activité s'est de nouveau sensiblement contractée et elle devrait continuer de baisser au cours du prochain trimestre.

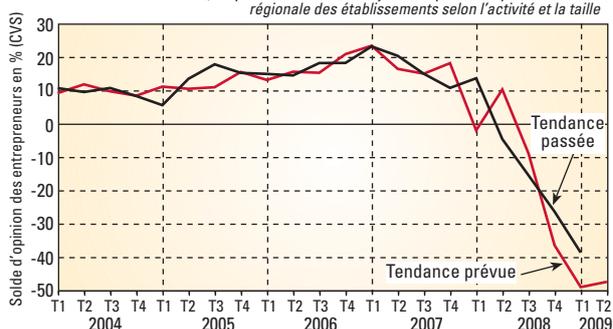


Selon l'enquête de conjoncture d'avril 2009, **le rythme de l'activité dans le bâtiment s'est révélé encore plus faible au premier trimestre 2009** qu'en fin d'année 2008. L'activité a fléchi à la fois dans le gros œuvre et le second œuvre. Le ralentissement d'activité s'amplifie dans la construction de logements et bâtiments neufs et dans les travaux d'entretien et d'amélioration. L'activité prévue par les chefs d'entreprise ne traduit pas de reprise de l'activité au cours du prochain trimestre.

Les carnets de commandes continuent de se dégarnir et deviennent particulièrement peu étoffés. La situation de la trésorerie de l'ensemble du secteur est jugée de plus en plus difficile et les délais de paiement de la clientèle s'allongent. ■

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du bâtiment en Picardie

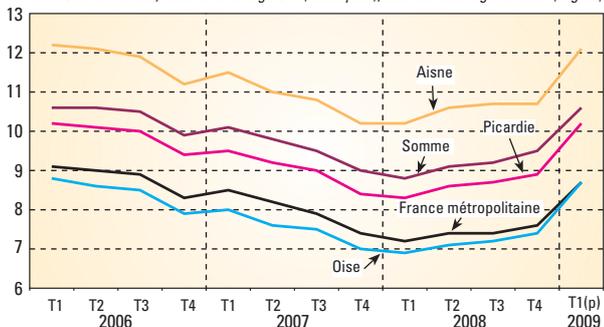
Source : Insee, enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon l'activité et la taille



CHÔMAGE - EMPLOI SALAIRE

La hausse de chômage initialisée fin 2008 s'intensifie à l'instar du niveau national. Sur 3 mois, le taux de chômage de la Picardie progresse de 1,3 % pour s'établir à 10,2 % (4^e région après le Nord - Pas-de-Calais, le Languedoc-Roussillon et la Provence-Alpes-Côte d'Azur), soit 1,5 point de plus qu'au niveau national. Cette augmentation sans précédent annule la baisse du chômage intervenue de début 2006 au 1^{er} trimestre 2008. Les trois départements sont touchés : l'Aisne avec un taux de 12,1 % (+1,4 % en un trimestre) suivi par la Somme 10,6 % (progression de 1,1 %) et l'Oise, 8,7 % (+1,3 %). Pour la première fois, le taux de chômage dans l'Oise est aussi élevé qu'au niveau national.

Évolution du chômage en moyenne trimestrielle des départements picards (%)
Source : Insee, taux de chômage BIT (métropole), taux de chômage localisé (région)



La région a connu une nouvelle hausse de la demande d'emploi. Fin mars 2009, la Picardie compte plus de 86 000 demandeurs d'emploi de catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a augmenté de 24,4 % en Picardie et 22,2 % en France. Le département de l'Oise connaît la plus forte progression de la région (+29,1 %). Les évolutions des deux autres départements sont similaires : 21,7 % dans la Somme et 21,8 % dans l'Aisne.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi concerne les hommes et les personnes de moins de 25 ans. Ces deux populations enregistrent les plus fortes augmentations. La part des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi au 31/03/09

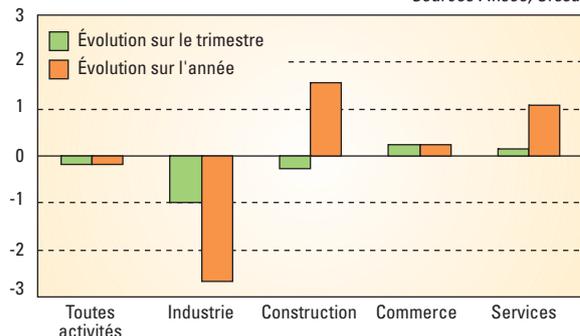
	Demandeurs d'emploi	Évolution sur 1 an (en %)	Part des moins de 25 ans (en %)	Part des femmes (en %)
Aisne	27 525	21,8	22,7	45,9
Oise	32 480	29,1	22,2	47,8
Somme	26 071	21,7	22,7	46,0
Picardie	86 076	24,4	22,5	46,6
France	2 446 955	22,2	17,3	47,0

Source : DRTEFP - Champ : DEFM de catégorie A (données brutes)

plus importante au niveau régional qu'au niveau national (respectivement 22,5 % et 17,3 %).

L'emploi salarié des secteurs essentiellement marchands diminue au cours du quatrième trimestre 2008, avec l'accentuation des pertes dans le secteur industriel (-1 %). La crise altère la croissance dans le secteur des services (+0,2 %) : les effectifs dans les services aux entreprises se réduisent ainsi que dans les activités immobilières. Néanmoins, la hausse est encore importante dans le secteur des services aux particuliers (0,7 %). Le secteur de la construction connaît sa première diminution d'effectifs depuis 2003 (-0,3 %). Dans le commerce, l'emploi stagne (+0,2 %) résultant de deux effets opposés : les effectifs se sont réduits dans le commerce de gros (-0,9 %) alors qu'ils progressent dans le commerce de détail (+0,8 %). ■

Évolution annuelle et du 4^e trimestre de l'emploi salarié par activité en données corrigées des variations saisonnières en Picardie
Sources : Insee, Urssaf



Au premier trimestre 2009, le nombre de créations d'entreprises créées en Picardie est en forte progression (2 450 entreprises au total, +69 % en un trimestre par rapport au trimestre précédent en données corrigées des variations saisonnières). Le boom des créations d'entreprises s'explique en grande partie par l'instauration en janvier 2009 du nouveau régime des auto-entrepreneurs mis en œuvre pour faciliter la création et la gestion de la micro-entreprise. En France, les créations d'entreprises sont également en forte hausse ce trimestre (123 500 créations, +59 % au premier trimestre).

Créations d'entreprises par secteur d'activité - données CVS

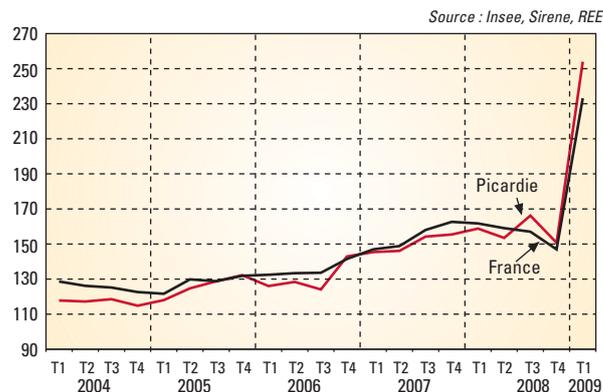
	2008 4 ^e tri.	2009 1 ^{er} tr.	1 ^{er} tr. 09*/ 4 ^e tr. 08	1 ^{er} tr. 09*/ 1 ^{er} tr. 08
Picardie dont :	1 598	2 442	68,5	59,9
Industrie	65	90	39,4	27,5
Construction	293	331	13,3	-0,9
Commerce, réparation	305	626	105,1	74,5
Transport	43	50	16,9	17,7
Hébergement, restauration	105	127	20,7	26,2
Information et communication	39	108	175,7	182,9
Activités financières	58	65	12,0	22,5
Activités immobilières	90	108	20,8	39,4
Activités de services**	222	428	92,7	103,0
Enseignement, santé, action sociale	134	137	2,8	30,5
Autres activités de services	106	354	234,5	160,8
France	83 197	123 553	58,7	44,2

* Les créations d'entreprises incluent celles des auto-entrepreneurs, ce qui est à l'origine de cette forte progression.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien

Source : Insee, Sirene REE

Évolution des créations en France et en Picardie
Base 100 en 1997 (données CVS)



Les créations d'entreprises incluent celles des auto-entrepreneurs, ce qui est à l'origine de cette forte progression.

Les créations progressent fortement dans le secteur de l'information et de la communication, les activités spécialisées de services (activités juridiques et comptables, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, agence de voyage...), les autres activités de services (réparations d'ordinateurs, coiffure, activités récréatives et loisirs...) et le commerce. Ces quatre secteurs représentent plus de 62 % des créations au cours du premier trimestre 2009. ■

Le régime auto-entrepreneur : c'est un régime dérogatoire mis en place à compter du 1^{er} janvier 2009 pour les personnes qui exercent ou souhaitent exercer une activité indépendante sous forme d'entreprise individuelle et qui relèvent du régime fiscal de la micro-entreprise. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les enquêtes de conjoncture

L'Insee effectue des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, des services et du bâtiment. Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements selon leur secteur d'activité et leur taille. Le profil régional est établi à partir des masses salariales de la source CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif).

Les questions posées sont qualitatives et portent sur la production, les carnets de commandes, les stocks, la demande. On obtient une répartition des entreprises en trois groupes : un pourcentage d'entreprises pour lesquelles, par exemple, la production a augmenté, un pourcentage d'entreprises pour lesquelles la production a été stable, et un pourcentage pour lesquelles elle a été en diminution. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, écarts entre les proportions d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et « en baisse » au regard de la question posée. Les réponses « stable » n'influencent pas la valeur des soldes. Cette représentation améliore la lisibilité sans perte d'information notable.

L'interprétation des soldes d'opinion est fondée sur l'évolution des séries plutôt que sur leur niveau. On peut toutefois comparer les soldes d'opinion à leur moyenne de longue période afin de tenir compte du comportement usuel de réponse des chefs d'entreprise.

Le taux de chômage

Le taux de chômage est estimé à partir de l'Enquête Emploi et en adoptant les critères européens. Est définie comme chômeur toute personne qui déclare ne pas avoir travaillé au cours d'une semaine déterminée, être à la recherche active d'emploi et être disponible dans les 15 jours qui suivent pour prendre un travail.

Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. Depuis 2009, les demandeurs d'emploi sont répartis en cinq catégories (A, B, C, D et E). La catégorie A concerne les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (anciennement catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite).

Les estimations d'emploi

L'évolution de l'emploi est basée sur les bordereaux récapitulatifs de cotisations adressés par les employeurs à l'URSSAF. Les données concernent uniquement le secteur marchand non compris les grandes entreprises nationales, l'intérim, les syndicats, la vente à domicile...

Les créations d'entreprises

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements. Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen : une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'une entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

À partir de 2009, les créations d'entreprises sont diffusées dans la nomenclature agréée NA fondée sur la NAF rév. 2. Celle-ci permet de mieux suivre les « services » et favorise les comparaisons internationales. Pour plus d'information : voir le site insee.fr rubrique « Définitions et méthodes ».